

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ARKEA HOME LOANS SFH

Société anonyme au capital de 120 000 000 euros
Siège social : 1, rue Louis Lichou – 29 480 Le Relecq Kerhuon
433 383 205 RCS BREST

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 14 Mai 2025

I. — Bilan

Actif (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Caisse, Banques centrales		2	2
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	1 & 6	10 736 133	9 552 307
Opérations avec la clientèle		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations corporelles		-	-
Capital souscrit non versé		-	-
Autres actifs		1 048	1 795
Comptes de régularisation	2	26 004	28 616
Total		10 763 187	9 582 719

Passif (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Dettes envers les établissements de crédit		-	-
Opérations avec la clientèle		-	-
Dettes représentées par un titre	3 & 6	10 634 944	9 504 905
Autres passifs		91	894
Comptes de régularisation	4	491	240
Provisions		-	-
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	5	127 661	76 680
Capital souscrit		120 000	70 000
Primes d'émission		-	-
Réserves		696	604
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		4 513	4 235
Résultat de l'exercice		2 451	1 840
Total		10 763 187	9 582 719

Hors Bilan (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Engagements donnés		-	-
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres		-	-
Engagements reçus	7 & 8	13 240 851	11 854 045
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		13 240 851	11 854 045
Engagements sur titres		-	-
Instruments financiers à terme		-	-

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Intérêts et produits assimilés	9	194 799	146 065
Intérêts et charges assimilées	9	-189 910	-141 101
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)		30	30
Commissions (charges)		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-

Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		34	1
Autres charges d'exploitation bancaire		-	-
Produit net bancaire		4 953	4 994
Charges générales d'exploitation		-1 682	-2 362
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
Résultat brut d'exploitation		3 271	2 632
Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		3 271	2 632
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		3 271	2 632
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices		-820	-792
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Résultat net		2 451	1 840

III-Annexe

Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

Cadre juridique et financier

La société Arkéa Home Loans SFH, société anonyme à conseil d'administration, a pour activité le refinancement des prêts à l'habitat du groupe Crédit Mutuel Arkéa par voie d'émission d'obligations de financement de l'Habitat. Ces émissions bénéficient du privilège visé à l'article L.515-19 du Code monétaire et financier dans le cadre d'un programme Euro Medium Term Notes à moyen-long terme profitant d'une notation « AAA ».

Faits marquants de l'exercice

Arkéa Home Loans SFH a réalisé cinq nouvelles émissions dans le cadre du refinancement du groupe Crédit Mutuel Arkéa :

- Une émission publique de 1 000 M€ le 07/02/2024 à échéance 10 ans ;
- Une émission privée de 25 M€ le 08/04/2024 à échéance 17 ans ;
- Une émission privée de 25 M€ le 08/04/2024 à échéance 18 ans ;
- Une émission autoportée de 1 000 M€ le 10/12/2024 à échéance 8 ans ;
- Une émission autoportée de 1 000 M€ le 10/12/2024 à échéance 10 ans.

Deux émissions autoportées ont été remboursées par anticipation le 23/12/2024 pour un montant de 1 200 M€.

Au cours de l'année 2024, Arkéa Home Loans SFH a également connu l'arrivée à échéance d'une émission publique de 750 M€ le 04/03/2024.

L'assemblée générale mixte d'Arkéa Home Loans SFH du 07/05/2024 a validé une augmentation de capital (50 M€) portant le capital social d'Arkéa Home Loans SFH de 70 M€ à 120 M€ par le biais de l'émission de cinq millions d'actions nouvelles de 10 € chacune.

L'augmentation de capital a été réalisée le 21/05/2024 (capital entièrement libéré).

Au cours du premier semestre 2024, Arkéa Home Loans SFH a mis à jour la documentation sous-jacente.

La documentation juridique a été mise à jour pour intégrer les créances CFCAL dans le gisement éligible à la mobilisation auprès d'Arkéa Home Loans SFH.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire

Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les crédits sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les soultes sont étalées sur la durée de vie des créances concernées selon la méthode linéaire. Elles figurent au bilan en compte de créances rattachées sur établissement de crédit. Leur amortissement figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées ou en intérêts et produits assimilés.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les primes d'émission sont étalées sur la durée de vie des titres concernés selon la méthode linéaire. Elles figurent au bilan en compte de régularisation. L'amortissement de ces primes figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées ou en intérêts et produits assimilés.

Les intérêts courus sur les dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Frais de personnel

Arkéa Home Loans SFH n'emploie pas de personnel. Elle a constitué le 10 octobre 2008 avec le Crédit Mutuel Arkéa, un groupement de fait régi par les dispositions des articles 261B et suivants du C.G.I. destiné à gérer les moyens humains et matériels mis en commun. Le Crédit Mutuel Arkéa est la société employeuse. Elle met à la disposition d'Arkéa Home Loans SFH les ressources humaines nécessaires lui permettant de répondre à ses obligations contractuelles, légales et réglementaires dans le cadre de ses activités.

La rémunération globale allouée aux membres du conseil d'administration s'élève à 5 040 euros pour l'exercice 2024.

Garanties

Les garanties sont valorisées à la meilleure périodicité, en fonction de la nature des garanties figurant au portefeuille.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	124 830	-	124 830	73 667	-	73 667
Prêts, valeurs reçues en pension	-	10 532 500	10 532 500	-	9 432 500	9 432 500
Créances rattachées (1)	-	78 803	78 803	-	46 140	46 140
Total	124 830	10 611 303	10 736 133	73 667	9 478 640	9 552 307

(1) Au 31.12.2024, les primes d'émission s'élèvent à 25 939 K€.

Note 2. Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Valeurs à l'encaissement	-	-
Comptes d'ajustement	-	-
Pertes sur instruments financiers à terme de couverture	-	-
Primes émission TCN et emprunts obligataires	25 939	28 552
Charges constatées d'avance	64	64
Produits à recevoir	-	-
Comptes de régularisation divers	-	-
Péréquation à recevoir	-	-
Remboursement de péréquation à recevoir	-	-
Divers	-	-
Total	26 004	28 616

Note 3. Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	10 532 316	102 628	10 634 944	9 432 500	72 405	9 504 905
Total	10 532 316	102 628	10 634 944	9 432 500	72 405	9 504 905

Emprunts obligataires

Date d'émission	Montant brut	Frais	Montant net	Type	Durée en années
30/05/2018	-500 000	-	-500 000	Emprunt obligataire	10 ans
13/09/2021	-500 000	-	-500 000	Emprunt obligataire	10 ans
05/12/2024	-1 000 000	-	-1 000 000	Emprunt obligataire	8 ans
05/12/2024	-1 000 000	-	-1 000 000	Emprunt obligataire	10 ans
21/06/2011	-100 000	-	-100 000	Emprunt obligataire	15 ans
28/06/2011	-10 000	-	-10 000	Emprunt obligataire	20 ans

21/06/2011	-10 000	-	-10 000	Emprunt obligataire	20 ans
03/02/2011	-5 000	-	-5 000	Emprunt obligataire	20 ans
28/06/2011	-6 000	-	-6 000	Emprunt obligataire	20 ans
30/09/2011	-55 000	-	-55 000	Emprunt obligataire	15 ans
10/02/2011	-10 000	-	-10 000	Emprunt obligataire	15 ans
12/01/2011	-15 000	-	-15 000	Emprunt obligataire	15 ans
18/05/2011	-10 000	-	-10 000	Emprunt obligataire	15 ans
13/07/2011	-26 500	-	-26 500	Emprunt obligataire	20 ans
05/07/2011	-15 000	-	-15 000	Emprunt obligataire	15 ans
03/02/2011	-10 000	-	-10 000	Emprunt obligataire	20 ans
11/01/2011	-10 000	-	-10 000	Emprunt obligataire	18 ans
25/09/2017	-500 000	-	-500 000	Emprunt obligataire	10 ans
22/03/2018	-50 000	-	-50 000	Emprunt obligataire	25 ans
22/05/2018	-500 000	-	-500 000	Emprunt obligataire	15 ans
05/07/2019	-500 000	-	-500 000	Emprunt obligataire	10 ans
26/05/2020	-1 000 000	-	-1 000 000	Emprunt obligataire	10 ans
25/03/2022	-150 000	-	-150 000	Emprunt obligataire	15 ans
05/05/2022	-750 000	-	-750 000	Emprunt obligataire	10 ans
26/09/2022	-500 000	-	-500 000	Emprunt obligataire	6 ans
30/11/2022	-500 000	-	-500 000	Emprunt obligataire	4 ans
25/01/2023	-750 000	-	-750 000	Emprunt obligataire	4 ans
29/01/2024	-1 000 000	184	-999 816	Emprunt obligataire	10 ans
27/03/2024	-25 000	-	-25 000	Emprunt obligataire	17 ans
27/03/2024	-25 000	-	-25 000	Emprunt obligataire	18 ans
31/05/2023	-1 000 000	-	-1 000 000	Emprunt obligataire	10 ans
	-10 532 500	184	-10 532 316		

Note 4. Comptes de régularisation – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	-	-
Produits constatés d'avance	83	113
Charges à payer	409	127
Comptes d'ajustement	-	-
Comptes de régularisation divers	-	-
Péréquation à verser	-	-
Remboursement de péréquation à verser	-	-
Autres charges à payer	-	-
Prime d'émission	-	-
Soulttes sur prêts	-	-
Total	491	240

Note 5. Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	70 000	-	50 000	120 000
Prime d'émission	-	-	-	-
Total réserves	604	92	-	696
Réserve légale	604	92	-	696
Réserves facultatives et statutaires	-	-	-	-
Réserves plus-values à long terme	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Ecart de reévaluation	-	-	-	-
Report à nouveau créditeur	4 235	278	-	4 513
Report à nouveau débiteur	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	1 840	-1 840	2 451	2 451
Dividendes	-	1 470	-	1 470
Total	76 680	-	52 451	127 661

Le capital est composé de 12 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros soit un capital de 120 000 000 d'euros.

Note 6. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
ACTIF						
Créances sur établissements de crédit	124 830	-	3 465 000	7 067 500	78 803	10 736 133
à vue	124 830	-	-	-	-	124 830
à terme	-	-	3 465 000	7 067 500	78 803	10 611 303
Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
créances commerciales	-	-	-	-	-	-
autres concours à la clientèle	-	-	-	-	-	-
comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-	-	-
comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-	-	-	-
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
autres dettes	-	-	-	-	-	-
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	3 464 928	7 067 388	102 627	10 634 944
bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
emprunts obligataires	-	-	3 464 928	7 067 388	102 627	10 634 944

Note 7. Opérations avec les entreprises liées et les participations

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023	31.12.2024	31.12.2023
	Participations et entreprises liées		Filiales	
Engagements donnés	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-
Engagements sur titres	-	-	-	-
Engagements reçus	13 240 851	11 854 045	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-
Engagements de garantie	13 240 851	11 854 045	-	-
Engagements sur titres	-	-	-	-

Au 31.12.2024, aucune transaction significative et n'ayant pas été conclue aux conditions normales de marché n'a été effectuée entre des parties liées.

Note 8. Engagements de l'activité bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Engagements donnés		
Engagements de financement	-	-
en faveur des établissements de crédit	-	-
en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	-	-
d'ordre d'établissements de crédit	-	-
d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements donnés	-	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
reçus des établissements de crédit	-	-
reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	13 240 851	11 854 045
reçus des établissements de crédit	13 240 851	11 854 045
reçus de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements reçus	-	-

Note 9. Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	194 799	-	146 065	-
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-189 910	-	-141 101
Autres opérations	-	-	-	-
Total	194 799	-189 910	146 065	-141 101

Note 10. Tableau Flux Trésorerie

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		
Résultat net	2 451	1 840
Impôt	820	792
Résultat avant impôt	3 271	2 632
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
Dotations nettes aux provisions	-	-
Quote-part de perte/(bénéfice) dans les sociétés mises en équivalence	-	-
Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
(Produits)/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	241	105
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et des autres ajustements	241	105
Opérations interbancaires	-1 100 000	250 000
Opérations avec la clientèle	-	-
Opérations sur autres actifs/passifs financiers	-	-
Opérations sur autres actifs/passifs non financiers	-	-172
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts versés	-879	-339
Diminution / (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-1 100 879	249 489
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-1 097 367	252 226
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		
Actifs financiers et participations	-	-
Immeubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Autres	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-	-
Flux de trésorerie provenant à destination des actionnaires	48 530	-630
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 100 000	-250 000
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 148 530	-250 630
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	51 163	1 596
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-1 097 367	252 226
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 148 530	-250 630
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	73 669	72 072
Caisse, banques centrales (actif & passif) (Notes 1 et 7)	2	2
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1 et 7)	73 667	72 070
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	124 832	73 669
Caisse, banques centrales (actif & passif) (Notes 1 et 7)	2	2
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1 et 7)	124 830	73 667
Variation de la trésorerie nette	51 163	1 597

La notion de trésorerie nette comprend le solde net des comptes de caisse, banques centrales ainsi que le solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédits.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les variations des flux de trésorerie générés par les activités du groupe, y compris ceux relatifs aux titres de créances négociables.

Les variations de trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les variations liées aux capitaux propres et aux dettes subordonnées.

Note 11. Comptes consolidés

Arkéa Home Loans SFH n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1 rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site internet du Crédit Mutuel Arkéa, à savoir : http://www.cm-arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels.

Note 12 Evénements post clôture

Néant.

Note 13. Intégration Fiscale

La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale de Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2023. En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale. Le montant ainsi calculé, déductions faites des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale de la société Arkéa Home Loans SFH,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Arkéa Home Loans SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont relatifs à des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires par la société Arkéa Home Loans SFH.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Direction.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par l'entité dans le rapport financier annuel déposé auprès de la CSSF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Arkéa Home Loans SFH par votre assemblée générale du 10 octobre 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés et le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte et Associés et le cabinet Forvis Mazars SA étaient dans la 17^{ème} année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Rennes et à Paris-La Défense, le 13 mars 2025

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Ludovic SEVESTRE

Deloitte & Associés

Pascal TOUSSAINT

V. — Rapport de gestion

En application du règlement ANC n°2014-07, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : ARKEA HOME LOANS SFH : 232 Rue du Général Paulet, BP 103, 29802 BREST CEDEX 9